

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel a atteint, selon les estimations, 7,4 % en 2018, contre 7,7 % en 2017, soutenue par la demande extérieure de produits agricoles et pétroliers et par une demande intérieure accrue résultant de grands projets d'investissement et de la consommation des ménages. L'économie a dû faire face à plusieurs chocs en 2017, dont une forte baisse des prix du cacao, une hausse des prix du pétrole et des tensions sociales. En conséquence, le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 4,2 % du PIB avant de connaître une amélioration à un niveau estimé à 3,8 % en 2018. La dette publique a augmenté pour atteindre 48,2 % du PIB en 2018, sous l'impulsion des émissions d'euro-obligations en 2017 et 2018. Le risque de surendettement reste modéré. L'inflation a été faible, à un taux estimé à 0,5 % en 2018, contre 1,0 % en 2017. Le déficit des opérations courantes s'est creusé, passant de 1,8 % du PIB en 2017 à 2,7 % en 2018.

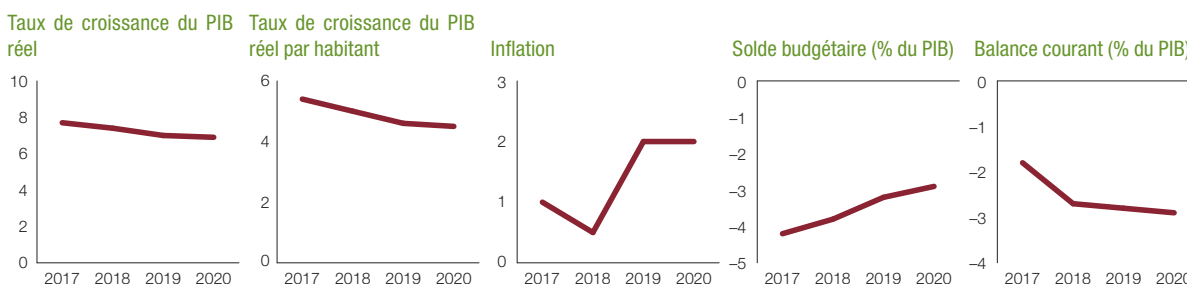
Les perspectives économiques demeurent favorables, avec une croissance du PIB réel de 7,0 % en 2019 et de 6,9 % en 2020. Une bonne performance dans le secteur agricole maintiendra l'inflation en dessous du seuil de convergence de 3 % pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le déficit de la balance courante devrait se stabiliser à 2,8 % en 2019, grâce à des importations soutenues de biens d'équipement liés à des projets d'infrastructure.

L'économie reste vulnérable aux chocs extérieurs qui peuvent résulter d'une évolution défavorable des cours des matières premières (cacao et pétrole principalement) et de conditions climatiques défavorables. Un autre défi urgent consiste à poursuivre la croissance économique et à assurer une répartition plus équilibrée entre les secteurs, en vue de réaliser une transformation structurelle de l'économie. Pour ce faire, il faudrait améliorer la qualité des produits agricoles et moderniser le secteur industriel en vue d'activités à plus forte valeur ajoutée et à forte création d'emplois.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La Côte d'Ivoire a mis en œuvre de nombreuses réformes dans le cadre de son Plan national de développement 2016-2020. Dans le secteur de l'énergie, les réformes ont été axées sur la soutenabilité financière du secteur, l'apurement des arriérés des producteurs indépendants et l'investissement dans la capacité de production. En conséquence, la puissance installée a augmenté de 56 % entre 2011 et 2018 pour atteindre 2 200 MW. La couverture en électricité rurale est également passée de 33 % à 54 % de la population rurale. Dans le secteur agricole, les réformes se sont concentrées sur l'accélération du développement des chaînes de valeur et l'augmentation de la transformation locale des principaux produits agricoles, notamment le cacao, les noix de cajou, l'huile de palme et le caoutchouc. L'investissement a également amélioré la qualité et l'accès à l'éducation de base et aux services de santé. Mais la réduction de la pauvreté et des inégalités reste un défi.

La Côte d'Ivoire est partie à la plupart des institutions continentales compétentes en matière d'intégration régionale. Historiquement, le pays a toujours été une destination importante pour l'immigration et demeure au centre de l'une des routes migratoires les plus dynamiques du continent. La Côte d'Ivoire est également un important couloir de transit pour ses voisins enclavés, grâce à ses ports d'Abidjan et de San Pedro. Elle est un partenaire clé sur le marché régional de l'électricité et fait partie d'un réseau d'interconnexion électrique avec le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Togo et bientôt le Mali, ainsi qu'avec les pays de l'Union du fleuve Mano (Guinée, Libéria et Sierra Leone). La Côte d'Ivoire est le principal acteur des marchés financiers de l'UEMOA et abrite la bourse régionale des valeurs mobilières. Elle a également accru ses investissements dans les infrastructures énergétiques, routières et aériennes et les réseaux de télécommunication régionaux.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.